



FONCTION PUBLIQUE

ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Le mag N° 13 / septembre 2024

Les news

Budget SRIAS :

Les budgets des SRIAS, ont été notifiés à l'identique de 2024 pour 2025. A ce jour nous ne connaissons pas quel sera le budget de l'action sociale interministérielle programmé sur la loi de finances 2025. Nous demandons qu'il soit à minima identique.

Le simulateur de l'action sociale interministérielle sur le portail de la Fonction Publique :

Pour voir si vous êtes éligibles à certaines prestations de l'ASI (CESU, chèques vacances, AIP et AMD) cliquez sur le lien ci-dessous :

[SIMULATEUR ASI](#)

Pour les crèches, le logement temporaire et pérenne (hors 5% préfectoral) ainsi que les actions locales dans vos régions, prenez attache avec vos délégations FGF-FO locales en SRIAS en suivant le lien :

[Délégations FGF-FO en SRIAS](#)

EDITO

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le gouvernement n'est toujours pas formé, le projet de loi de finances n'est pas voté et nous ne savons pas si la Fonction Publique aura un ministère dédié... Bien malin, du coup, qui pourra projeter ce que sera L'ASI en 2025...

Décidément, depuis l'installation des SRIAS, à la suite des élections professionnelles de décembre 2022, les conjonctures particulières s'enchaînent... la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 avait fait donner lieu à beaucoup d'inquiétude sur plusieurs sujets, car, il faut bien le dire, vue de notre fenêtre, la situation préalable ne semblait pas être tellement maîtrisée.

Or, il convient de reconnaître que ces JOP ont été, de l'avis général et notamment de celui quasi unanime des agents concernés, un moment de partage, de joie et une réussite indéniable, que ce soit sur le plan organisationnel, sportif et humain. Manifestement, toutes les solutions ont été trouvées pour prendre en charge les personnels mobilisés et les bénévoles. À présent, nous resterons vigilants pour ce qui concerne les suites : remboursement de frais, versements de primes, congés accordés... mais aussi sur les retombées dans les SRIAS, notamment sur le plan budgétaire.

Le CIAS de septembre, qui devait avoir lieu initialement en juillet, n'a pas apporté de réponses satisfaisantes à nos demandes, notamment sur les propositions faites dans le cadre du CESU, du Chèque-vacances et de l'adaptation des barèmes. La DGAFP qui, semble-t-il, ne serait pas opposée à ces mesures d'urgence, attend l'arbitrage de Bercy... autant vous dire que ce n'est pas gagné !

L'état-employeur ne s'est toujours pas doté d'un système simplifié pour la gestion de l'Action Sociale Interministérielle et paraît encore et toujours ne pas se sentir véritablement concerné par sa mise en œuvre au profit des agents ; on a parfois le sentiment que c'est pour elle un mal nécessaire.

En tous cas, pour nous, représentants des personnels et militants syndicalistes, l'ASI représente la source de multiples possibilités à mettre au service des agents et nous n'aurons de cesse de la défendre, de tenter de l'améliorer et d'en faire bénéficier le plus grand nombre, en tout temps et en tous lieux.

Nathalie DEMONT



Compte rendu du CIAS du 10.09.2024

Le Comité Interministériel d'Action Sociale se réunit habituellement chaque fin de trimestre, après les sessions des commissions permanentes dédiées à savoir : budget, famille, logement, restauration inter-administrations (RIA) et sections régionales (SRIAS).

Celui initialement prévu au début du mois de juillet 2024 a été reporté au 10 septembre, à la demande de organisations syndicales, car la situation ne leur semblait pas être favorable à des discussions sereines et efficaces.

À la rentrée, même en l'absence d'un gouvernement désigné, il était important que l'instance se réunisse afin de pouvoir avancer sur les différents sujets.

Après la lecture de la déclaration liminaire commune (voir pages 3 et 4), Guillaume TINLOT, chef du Service des politiques sociales, salariales et des carrières a apporté quelques éléments de réponse sur les points abordés, notamment concernant les mesures exceptionnelles proposées par l'intersyndicale. Ces projets (voir ci-dessous), apparemment plutôt bien reçus par la DGAFP, ont été transmis à « Bercy », appellation communément utilisée pour évoquer le ministère du Budget, où ils doivent faire l'objet d'une analyse de faisabilité et d'une validation budgétaire. Cette information induit évidemment à minima un risque de retard et, au pire, une impossibilité de mise en œuvre si les délais ne sont pas satisfaisants. Pour FO, il est essentiel de mettre l'administration et les dirigeants en face de leurs responsabilités, notamment lorsqu'il s'agit de volonté de servir les agents à travers l'Action Sociale Interministérielle. À ce jour, l'attentisme est une mauvaise réponse, surtout face à des projets prêts à l'emploi et financièrement calibrés.

Sur l'ensemble des différents points à l'ordre du jour, FO est intervenue de manière concise, réservant des analyses plus développées pour le prochain CIAS (prévu le 17 octobre) à la lumière des décisions gouvernementales et de leurs impacts potentiels.

Ci-dessous, les mesures nouvelles ou exceptionnelles 2024 posées sur la table de la DGAFP en attente d'arbitrage politique.

Le CESU 0-6 ans :

- Possibilité d'octroyer une aide exceptionnelle de 50€ et 100€ pour les familles monoparentales (coût estimé à environ 4,1 M€)

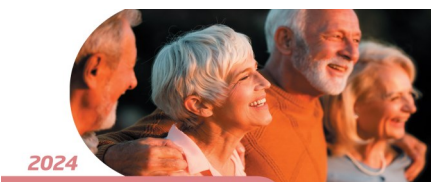
- Possibilité d'augmenter encore cette aide pour arriver à un montant de 100€ et 150€ pour les familles monoparentales ainsi qu'une aide de 60€ pour les autres bénéficiaires du CESU 0-6 ans (coût estimé à environ 1 M€ supplémentaire)

- Une revalorisation nécessaire des barèmes de 10 % (coût estimé à environ 4,6 M€)

Les Chèques-vacances :

- Possibilité d'octroyer une aide exceptionnelle de 90€ pour les plans qui seront servis en 2024 (coût estimé à environ 7,2 M€)

- Pour les primo-bénéficiaires qui auront ouvert un plan en 2024, une aide exceptionnelle unique de 90€ serait octroyée (coût estimé à environ 1 M€)



2024

Même les petites retraites ont droit à de grandes vacances !

Les vacances sont ces moments uniques pour s'évader de son quotidien, découvrir de nouveaux horizons et rencontrer de nouvelles personnes. C'est un temps nécessaire pour préserver sa santé, garder le moral et avancer sereinement en âge. Les vacances, il est toujours trop tôt pour y renoncer et jamais trop tard pour commencer ! C'est pourquoi l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances a créé le programme **SENIORS EN VACANCES**, pour vous permettre d'en profiter.

Seniors en vacances, c'est quoi ?

Une offre de séjour à un tarif préférentiel, vers la destination de votre choix.

Des séjours tout compris, non transport, hébergement, restauration, transferts, les transferts aller-retour de la gare d'arrivée la plus proche du lieu de séjour, des activités sportives, culturelles, de loisirs, de bien-être.

Prix de 200 destinations en France et en Europe (mer, montagne, ville ou campagne).

Des dates de séjour adaptées aux Seniors (hors dates de vacances scolaires, fêtes de fin d'année, fêtes de Noël).

Des animations qui permettent de créer du lien social et de rompre avec la solitude.

Des animations qui permettent de découvrir le patrimoine des régions, les sites historiques, les parcs naturels, les sites touristiques (départements de spectacles locaux, les sites touristiques, les sites historiques, les parcs naturels, les sites touristiques).

Seniors en vacances, pour qui ?

Pour les personnes suivantes, sans conditions de revenus :

Agés de 60 ans et + au moment du séjour (ou + de 55 ans en situation de handicap).

Reservés à des activités professionnelles.

Résident en France.

Non assisté.

Les personnes attachées au foyer fiscal du Senior bénéficiaire du programme.

Les adhérents du Senior bénéficiaire en situation de dépendance ou de handicap.

Les jeunes accompagnant un Senior bénéficiaire dans le cadre d'un séjour intergénérationnel.

Il est possible d'organiser un séjour de vacances en groupe grâce aux tarifs intervenants auprès des seniors (CCAS, associations, ESN, clubs seniors...).

PRIX DES SÉJOURS

5 jours / 4 nuits

385€ ou 217€

8 jours / 7 nuits

461€ ou 259€

Une aide financière de l'ANCV, sous conditions

Bénéficiaire de l'aide financière :

Le revenu imposable mentionné sur votre dernier avis d'imposition est inférieur au montant indiqué dans le tableau ci-dessous, en fonction de votre nombre de parts fiscales.

Vous êtes adhérent accompagnant une personne en situation de handicap ou de dépendance. Voir le tableau ci-dessous.

Cette aide financière est accordée dans la limite des crédits disponibles, une seule fois par an et par bénéficiaire.

Comment partir avec SENIORS EN VACANCES ?

Inscrivez-vous au programme Seniors en Vacances

Complétez le bulletin d'inscription disponible à la fin du catalogue ou sur www.seniorsenvacances.fr

Envoyez votre dossier à : ANCV - Seniors en Vacances - TSA 41234 - 93772 METZ CEDEX 3

Vous recevrez en retour, un courrier de l'ANCV confirmant votre inscription au programme et le bon à valoir à l'aide financière.

Le numéro de dossier figurant en référence de votre courrier (les 02/200) sera à reporter au professionnel lors de votre réservation de séjour.

Sélectionnez votre lieu de séjour

Consultez le catalogue des destinations : montagne, mer, campagne, ville... et choisissez votre destination.

Reservez votre séjour auprès du professionnel

Contactez directement le professionnel du tourisme retenu par téléphone pour réserver et le garantir votre séjour : il vous adressera en retour votre contrat de réservation.

Nombre de parts fiscales

Revenu net imposable en €

Personnes de 15 001 21 000 27 000 33 000 39 000 45 000 51 000 57 000 63 000 69 000 75 000 81 000 87 000 93 000 99 000 105 000 111 000 117 000 123 000 129 000 135 000 141 000 147 000 153 000 159 000 165 000 171 000 177 000 183 000 189 000 195 000 201 000 207 000 213 000 219 000 225 000 231 000 237 000 243 000 249 000 255 000 261 000 267 000 273 000 279 000 285 000 291 000 297 000 303 000 309 000 315 000 321 000 327 000 333 000 339 000 345 000 351 000 357 000 363 000 369 000 375 000 381 000 387 000 393 000 399 000 405 000 411 000 417 000 423 000 429 000 435 000 441 000 447 000 453 000 459 000 465 000 471 000 477 000 483 000 489 000 495 000 501 000 507 000 513 000 519 000 525 000 531 000 537 000 543 000 549 000 555 000 561 000 567 000 573 000 579 000 585 000 591 000 597 000 603 000 609 000 615 000 621 000 627 000 633 000 639 000 645 000 651 000 657 000 663 000 669 000 675 000 681 000 687 000 693 000 699 000 705 000 711 000 717 000 723 000 729 000 735 000 741 000 747 000 753 000 759 000 765 000 771 000 777 000 783 000 789 000 795 000 801 000 807 000 813 000 819 000 825 000 831 000 837 000 843 000 849 000 855 000 861 000 867 000 873 000 879 000 885 000 891 000 897 000 903 000 909 000 915 000 921 000 927 000 933 000 939 000 945 000 951 000 957 000 963 000 969 000 975 000 981 000 987 000 993 000 999 000 1005 000 1011 000 1017 000 1023 000 1029 000 1035 000 1041 000 1047 000 1053 000 1059 000 1065 000 1071 000 1077 000 1083 000 1089 000 1095 000 1101 000 1107 000 1113 000 1119 000 1125 000 1131 000 1137 000 1143 000 1149 000 1155 000 1161 000 1167 000 1173 000 1179 000 1185 000 1191 000 1197 000 1203 000 1209 000 1215 000 1221 000 1227 000 1233 000 1239 000 1245 000 1251 000 1257 000 1263 000 1269 000 1275 000 1281 000 1287 000 1293 000 1299 000 1305 000 1311 000 1317 000 1323 000 1329 000 1335 000 1341 000 1347 000 1353 000 1359 000 1365 000 1371 000 1377 000 1383 000 1389 000 1395 000 1401 000 1407 000 1413 000 1419 000 1425 000 1431 000 1437 000 1443 000 1449 000 1455 000 1461 000 1467 000 1473 000 1479 000 1485 000 1491 000 1497 000 1503 000 1509 000 1515 000 1521 000 1527 000 1533 000 1539 000 1545 000 1551 000 1557 000 1563 000 1569 000 1575 000 1581 000 1587 000 1593 000 1599 000 1605 000 1611 000 1617 000 1623 000 1629 000 1635 000 1641 000 1647 000 1653 000 1659 000 1665 000 1671 000 1677 000 1683 000 1689 000 1695 000 1701 000 1707 000 1713 000 1719 000 1725 000 1731 000 1737 000 1743 000 1749 000 1755 000 1761 000 1767 000 1773 000 1779 000 1785 000 1791 000 1797 000 1803 000 1809 000 1815 000 1821 000 1827 000 1833 000 1839 000 1845 000 1851 000 1857 000 1863 000 1869 000 1875 000 1881 000 1887 000 1893 000 1899 000 1905 000 1911 000 1917 000 1923 000 1929 000 1935 000 1941 000 1947 000 1953 000 1959 000 1965 000 1971 000 1977 000 1983 000 1989 000 1995 000 2001 000 2007 000 2013 000 2019 000 2025 000 2031 000 2037 000 2043 000 2049 000 2055 000 2061 000 2067 000 2073 000 2079 000 2085 000 2091 000 2097 000 2103 000 2109 000 2115 000 2121 000 2127 000 2133 000 2139 000 2145 000 2151 000 2157 000 2163 000 2169 000 2175 000 2181 000 2187 000 2193 000 2199 000 2205 000 2211 000 2217 000 2223 000 2229 000 2235 000 2241 000 2247 000 2253 000 2259 000 2265 000 2271 000 2277 000 2283 000 2289 000 2295 000 2301 000 2307 000 2313 000 2319 000 2325 000 2331 000 2337 000 2343 000 2349 000 2355 000 2361 000 2367 000 2373 000 2379 000 2385 000 2391 000 2397 000 2403 000 2409 000 2415 000 2421 000 2427 000 2433 000 2439 000 2445 000 2451 000 2457 000 2463 000 2469 000 2475 000 2481 000 2487 000 2493 000 2499 000 2505 000 2511 000 2517 000 2523 000 2529 000 2535 000 2541 000 2547 000 2553 000 2559 000 2565 000 2571 000 2577 000 2583 000 2589 000 2595 000 2601 000 2607 000 2613 000 2619 000 2625 000 2631 000 2637 000 2643 000 2649 000 2655 000 2661 000 2667 000 2673 000 2679 000 2685 000 2691 000 2697 000 2703 000 2709 000 2715 000 2721 000 2727 000 2733 000 2739 000 2745 000 2751 000 2757 000 2763 000 2769 000 2775 000 2781 000 2787 000 2793 000 2799 000 2805 000 2811 000 2817 000 2823 000 2829 000 2835 000 2841 000 2847 000 2853 000 2859 000 2865 000 2871 000 2877 000 2883 000 2889 000 2895 000 2901 000 2907 000 2913 000 2919 000 2925 000 2931 000 2937 000 2943 000 2949 000 2955 000 2961 000 2967 000 2973 000 2979 000 2985 000 2991 000 2997 000 3003 000 3009 000 3015 000 3021 000 3027 000 3033 000 3039 000 3045 000 3051 000 3057 000 3063 000 3069 000 3075 000 3081 000 3087 000 3093 000 3099 000 3105 000 3111 000 3117 000 3123 000 3129 000 3135 000 3141 000 3147 000 3153 000 3159 000 3165 000 3171 000 3177 000 3183 000 3189 000 3195 000 3201 000 3207 000 3213 000 3219 000 3225 000 3231 000 3237 000 3243 000 3249 000 3255 000 3261 000 3267 000 3273 000 3279 000 3285 000 3291 000 3297 000 3303 000 3309 000 3315 000 3321 000 3327 000 3333 000 3339 000 3345 000 3351 000 3357 000 3363 000 3369 000 3375 000 3381 000 3387 000 3393 000 3399 000 3405 000 3411 000 3417 000 3423 000 3429 000 3435 000 3441 000 3447 000 3453 000 3459 000 3465 000 3471 000 3477 000 3483 000 3489 000 3495 000 3501 000 3507 000 3513 000 3519 000 3525 000 3531 000 3537 000 3543 000 3549 000 3555 000 3561 000 3567 000 3573 000 3579 000 3585 000 3591 000 3597 000 3603 000 3609 000 3615 000 3621 000 3627 000 3633 000 3639 000 3645 000 3651 000 3657 000 3663 000 3669 000 3675 000 3681 000 3687 000 3693 000 3699 000 3705 000 3711 000 3717 000 3723 000 3729 000 3735 000 3741 000 3747 000 3753 000 3759 000 3765 000 3771 000 3777 000 3783 000 3789 000 3795 000 3801 000 3807 000 3813 000 3819 000 3825 000 3831 000 3837 000 3843 000 3849 000 3855 000 3861 000 3867 000 3873 000 3879 000 3885 000 3891 000 3897 000 3903 000 3909 000 3915 000 3921 000 3927 000 3933 000 3939 000 3945 000 3951 000 3957 000 3963 000 3969 000 3975 000 3981 000 3987 000 3993 000 3999 000 4005 000 4011 000 4017 000 4023 000 4029 000 4035 000 4041 000 4047 000 4053 000 4059 000 4065 000 4071 000 4077 000 4083 000 4089 000 4095 000 4101 000 4107 000 4113 000 4119 000 4125 000 4131 000 4137 000 4143 000 4149 000 4155 000 4161 000 4167 000 4173 000 4179 000 4185 000 4191 000 4197 000 4203 000 4209 000 4215 000 4221 000 4227 000 4233 000 4239 000 4245 000 4251 000 4257 000 4263 000 4269 000 4275 000 4281 000 4287 000 4293 000 4299 000 4305 000 4311 000 4317 000 4323 000 4329 000 4335 000 4341 000 4347 000 4353 000 4359 000 4365 000 4371 000 4377 000 4383 000 4389 000 4395 000 4401 000 4407 000 4413 000 4419 000 4425 000 4431 000 4437 000 4443 000 4449 000 4455 000 4461 000 4467 000 4473 000 4479 000 4485 000 4491 000 4497 000 4503 000 4509 000 4515 000 4521 000 4527 000 4533 000 4539 000 4545 000 4551 000 4557 000 4563 000 4569 000 4575 000 4581 000 4587 000 4593 000 4599 000 4605 000 4611 000 4617 000 4623 000 4629 000 4635 000 4641 000 4647 000 4653 000 4659 000 4665 000 4671 000 4677 000 4683 000 4689 000 4695 000 4701 000 4707 000 4713 000 4719 000 4725 000 4731 000 4737 000 4743 000 4749 000 4755 000 4761 000 4767 000 4773 000 4779 000 4785 000 4791 000 4797 000 4803 000 4809 000 4815 000 4821 000 4827 000 4833 000 4839 000 4845 000 4851 000 4857 000 4863 000 4869 000 4875 000 4881 000 4887 000 4893 000 4899 000 4905 000 4911 000 4917 000 4923 000 4929 000 4935 000 4941 000 4947 000 4953 000 4959 000 4965 000 4971 000 4977 000 4983 000 4989 000 4995 000 5001 000 5007 000 5013 000 5019 000 5025 000 5031 000 5037 000 5043 000 5049 000 5055 000 5061 000 5067 000 5073 000 5079 000 5085 000 5091 000 5097 000 5103 000 5109 000 5115 000 5121 000 5127 000 5133 000 5139 000 5145 000 5151 000 5157 000 5163 000 5169 000 5175 000 5181 000 5187 000 5193 000 5199 000 5205 000 5211 000 5217 000 5223 000 5229 000 5235 000 5241 000 5247 000 5253 000 5259 000 5265 000 5271 000 5277 000 5283 000 5289 000 5295 000 5301 000 5307 000 5313 000 5319 000 5325 000 5331 000 5337 000 5343 000 5349 000 5355 000 5361 000 5367 000 5373 000 5379 000 5385 000 5391 000 5397 000 5403 000 5409 000 5415 000 5421 000 5427 000 5433 000 5439 000 5445 000 5451 000 5457 000 5463 000 5469 000 5475 000 5481 000 5487 000 5493 000 5499 000 5505 000 5511 000 5517 000 5523 000 5529 000 5535 000 5541 000 5547 000 5553 000 5559 000 5565 000 5571 000 5577 000 5583 000 5589 000 5595 000 5601 000 5607 000 5613 000 5619 000 5625 000 5631 000 5637 000 5643 000 5649 000 5655 000 5661 000 5667 000 5673 000 5679 000 5685 000 5691 000 5697 000 5703 000 5709 000 5715 000 5721 000 5727 000 5733 000 5739 000 5745 000 5751 000 5757 000 5763 000 5769 000 5775 000 5781 000 5787 000 5793 000 5799 000 5805 000 5811 000 5817 000 5823 000 5829 000 5835 000 5841 000 5847 000 5853 000 5859 000 5865 000 5871 000 5877 000 5883 000 5889 000 5895 000 5901 000 5907 000 5913 000 5919 000 5925 000 5931 000 5937 000 5943 000 5949 000 5955 000 5961 000 5967 000 5973 000 5979 000 5985 000 5991 000 5997 000 6003 000 6009 000 6015 000 6021 000 6027 000 6033 000 6039 000 6045 000 6051 000 6057 000 6063 000 6069 000 6075 000 6081 000 60



Comité Interministériel d'Action Sociale Assemblée plénière du 10 septembre 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

Mme la Directrice Générale de l'administration de la fonction publique,
Mr le Chef du service des politiques sociales, salariales et des carrières,
Mr le sous-directeur de la politique sociale
Mesdames et messieurs les membres du CIAS,
Mesdames et messieurs du département de l'action sociale interministérielle,

La situation politique actuelle, bien que source d'incertitude, ne doit pas nous détourner de notre mission envers les collègues, qu'ils soient fonctionnaires, contractuels ou pensionnés de l'État. Nous devons nous assurer que l'intégralité du budget 2024 soit bien consommée.

Or, d'après les éléments en notre possession, la consommation actuelle semble sensiblement identique à celle de l'année dernière. Si cette tendance devait se confirmer, il en découlerait vraisemblablement une sous-consommation supérieure à celle de 2023 (qui s'élevait 8 millions en AE et 18 M€ en CP). Toutefois, la variation du budget peut évoluer en fonction de la ligne des RIA ; en effet, celle-ci est la plus difficile à suivre faute de retour précis des régions sur les engagements et consommations.

Pour rappel nous avons un budget 2024 en augmentation d'environ 8%, qui, à la suite de la mise en réserve et du décret d'annulation reste supérieur à 2023, sans compter l'éviction des chèques-vacances des pensionnés décidée unilatéralement et sans aucune nécessité. Pensionnés qui, ne l'oublions pas, ont contribué, durant leur carrière, au bon fonctionnement du service public.

Nous craignons que le budget 2025 se dirige vers une poursuite des mesures d'économie et que notre budget court le risque d'être à nouveau impacté, d'autant plus s'il comporte des sous-consommations importantes et récurrentes. Nous sommes totalement opposés à ce que l'action sociale interministérielle serve, comme trop souvent, de variable d'ajustement dans les arbitrages à venir.

Le 12 juillet 2024, nous vous avons soumis trois propositions pour tenter d'éviter de nous retrouver dans la même situation :

- La première est l'augmentation des barèmes CESU de 10 %.
- Les deux autres sont des mesures exceptionnelles,
 - o l'une sur les chèques vacances
 - o l'autre sur les CESU, visant à une aide exceptionnelle aux bénéficiaires 2024.

Ces deux dernières peuvent être mises en place dès maintenant, à budget constant, et dans le cadre de l'annualité budgétaire. Nous avons beaucoup trop d'agents en difficulté, pour nous permettre de perdre le moindre euro. Il est urgent et essentiel de prendre toutes les mesures pour éviter les sous-consommations et cela passe aussi par une augmentation des barèmes pour mettre fin à la baisse régulière du nombre de bénéficiaires.



Un autre sujet de très grande importance est le logement pérenne des agents. Aucune solution sur le court terme n'a été apportée, alors qu'il y a urgence dans ce domaine. Des agents renoncent au bénéfice de leurs concours faute de moyens pour trouver un logement. D'autres, conscients des difficultés, refusent de passer les concours malgré leur attrait pour nos métiers. Mais le plus grave reste des agents qui, ne pouvant décemment se loger, finissent par dormir dans leur véhicule. Cela reste l'exception, mais pour combien de temps.

En dépit de leur investissement et des projets très prometteurs, la création du CILAP et de la DILOAP n'apporte pas pour l'instant de solution sur le court terme alors que nous sommes dans une crise majeure du logement. Le développement et la mise en place de projets ne pourront se réaliser que dans le moyen, voire le long terme ce qui n'est absolument pas satisfaisant et ne répond aucunement aux difficultés actuelles. Il faut une réelle volonté politique et des moyens humains et financiers à hauteur de l'enjeu.

Concernant les SRIAS, malgré les alertes répétées, CIAS après CIAS, journées des présidents après journées des présidents, nous constatons une aggravation continue des difficultés. De nombreuses PFRH relèguent l'Action Sociale Interministérielle au second plan, faute de temps et de moyens, ou abandonnent une partie de leurs missions aux SGCD, sans prendre le temps de savoir si ces services ont le temps et la compétence pour les traiter. Cela met en danger le suivi de certaines opérations de plusieurs millions d'euros (RIA). Ce basculement est une des causes de risque de sous-consommation.

Nous réclamons que le fonctionnement des SRIAS reste au niveau régional, que les personnels soient réellement dédiés à l'Action Sociale Interministérielle (CASEP et Correspondants administratifs) et soient formés.

Les SRIAS sont placées fonctionnellement, du fait de leur compétence régionale, auprès du préfet de région qui doit en assurer le fonctionnement. Dans le cas de l'externalisation, que nous continuons à dénoncer, de la gestion des berceaux en crèches c'est sur son budget propre qu'il doit le financer. Le budget de l'Action Sociale Interministérielle n'est pas un complément de celui de la préfecture. Le dialogue social a toujours été maintenu malgré des divergences, mais en maintenant votre soutien à ces situations, sans tenir compte des avis des SRIAS ou autre réflexion sur les sujets, ce dialogue social est sur le point d'être rompu dans les régions concernées.

Nous réitérons nos demandes de vice-présidence dans chaque région et celles d'un correspondant administratif supplémentaire à plein temps dans les SRIAS de métropole et d'en garantir au moins un dans chaque DROM et en Corse. Cela contribuerait à rendre les postes attractifs et permettrait une continuité de services en cas de congés, stages et vacance de poste.

Nous rappelons l'importance de prendre en compte l'investissement des présidents(es) et vice-présidents (es) dans le cadre de leur possibilité d'avancement au niveau professionnel. L'exercice de leur mandat ne doit pas être un frein à leur carrière comme cela peut être le cas actuellement.

Nous profitons de cette DL pour remercier l'ensemble du département de l'action sociale de leur disponibilité et leur travail et demandons qu'ils soient renforcés en personnels, l'équipe étant sous-dimensionnée.

Nous voulons pouvoir continuer à avoir des échanges constructifs, dans l'intérêt des agents, car c'est à eux et notamment aux plus modestes, que l'ASI doit servir.

Merci.